

Paul Lafargue

Que veulent donc les seigneurs de l'industrie du fer ?

18 décembre 1881

Article paru sans titre dans L'Egalité, 18 décembre 1881

On lit dans le National du 12 décembre :

"D'après une note adressée de Saint-Étienne à un journal de Paris, dans deux adjudications faites récemment par l'administration des Chemins de fer de l'Etat français, la fourniture des ressorts aurait été adjugée à la fameuse maison Krupp, d'Essen, en Prusse, et celle des bandages paraîtrait devoir revenir également à l'usine prussienne du Phoenix.

"Nous ne sourions nous élever trop énergiquement contre ces façons de procéder. Il est regrettable de constater que, tout au contraire de ce qui se passe à l'étranger, le gouvernement, chez nous, semble, en mainte circonstance, n'avoir nul souci de réserver notre marché aux usines françaises. Lors de l'enquête sur le tarif général des douanes, en 1879, plusieurs manufacturiers entendus dans l'enquête demandèrent avec insistance que les administrations de l'Etat fussent mises dans l'obligation absolue de n'employer que des produits nationaux. L'administration des Chemins de fer de l'Etat ne paraît avoir tenu aucun compte de cette réclamation si justifiée et si patriotique."

Que veulent donc les seigneurs de l'industrie du fer ?

Le gouvernement républicain bourgeois impose 30 et 40 % de droits d'entrée sur la valeur des produits étrangers ; ce qui leur permet de monopoliser le marché français et d'aller vendre à l'étranger leurs produits au-dessous du prix qu'ils font payer à leurs compatriotes. Le gouvernement républicain bourgeois peut permettre au Creuzot, à Four chambaut et Commentry et autres grandes exploitations sidérurgiques, de monopoliser tous les achats de la marine et de l'armée, diminuer la production des ateliers de la nation, et même les désorganiser, comme il a désorganisé les Forges de la Chaussade dans la Nièvre. Et les seigneurs du fer ne sont pas contents ?

Que veulent-ils donc ? L'Etat républicain bourgeois met à leur service une armée de douaniers pour exploiter leurs congénères de l'agriculture et de l'industrie ; il met à leur service l'armée, la police et la magistrature françaises pour qu'ils puissent condamner à dix et douze heures de travaux forcés, les ouvriers qu'ils volent ; il ruine pour leur plaisir les ateliers de la nation : et ils demandent encore que dans une adjudication publique l'Etat supprime les adjudicataires. Pourquoi ne pas réclamer une expédition militaire pour détruire les ateliers Krupp ?